

Séance spéciale du 23 septembre 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance spéciale ce vingt-troisième jour du mois de septembre deux mille deux à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l’hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

| Sont présents : les 123 membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, Philippe Laberge, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Sont absents : les membres du Conseil André Hamel et Gilles Lehouillier.

Assistent à la séance: Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

CV-2002-05-79

Période de questions

Environ dix personnes assistent à la séance. Personne ne prend la parole.

CV-2002-05-80

Transfert du service de la paie de la Direction des ressources humaines à la Direction des finances
Réf. : DG-2002-04

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de transférer le Service de la paie de la Direction des ressources humaines à la Direction des finances de la façon la plus efficace sur le plan administratif afin qu’il n’y ait qu’un seul agent payeur à la Ville et en conséquence :

- ? de créer une section paie au Service de la trésorerie de la Direction des finances pour assumer l’ensemble des tâches liées à la production de la paie et aux tâches connexes ;
- ? de retirer les responsabilités de production de la paie et des tâches connexes de la section de la rémunération et des avantages sociaux de la Direction des ressources humaines ;
- ? de créer le poste de coordonnateur à la paie à la Direction des finances.

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-05-81

Acceptation du processus d’élaboration du plan stratégique de développement de la Ville

Attendu que selon les dispositions de la Charte de la Ville de Lévis, la Ville doit élaborer un plan de développement communautaire, économique, culturel et social de son territoire ;

Attendu que de l’avis du Conseil de la Ville de Lévis, l’élaboration de ce plan stratégique de développement doit se faire en étroite collaboration avec l’ensemble des partenaires du développement socioéconomique de la Ville et des citoyens intéressés au devenir de leur milieu ;

Attendu que cet exercice de planification stratégique doit présenter une vision concertée du futur qui soit branchée sur une perception réaliste de la situation actuelle et être élaborée avec l'étroite collaboration des partenaires de la Ville et de ses citoyens, afin que ce plan soit à la fois stratégique et opérationnel ;

Attendu que la coordination de ce plan stratégique sera assumée par le Bureau de la planification et du développement de la Direction générale, avec l'étroite collaboration d'un comité organisateur ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accepter le processus d'élaboration du plan stratégique de développement de la Ville de Lévis, tel que prévu au document intitulé « Plan stratégique de développement de la ville de Lévis, Processus, concertation et partenariat, Résultats et suivi » préparé par le Bureau de la planification et de développement de la Ville et daté de septembre 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-82

Acquisition de l'Îlot Saint-Gabriel (secteur Lévis)

Attendu que l'ex-Ville de Lévis bénéficiait d'une option d'achat pour l'Îlot Saint-Gabriel (secteur Lévis) et que cette option d'achat a été prolongée par la Ville jusqu'au 30 septembre 2002 par la résolution CV-2002-03-69 ;

Attendu l'intérêt de la Ville à acquérir ce terrain ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'acquérir de la Commission scolaire des Navigateurs un immeuble connu et désigné comme étant le lot 1 411 du cadastre officiel de la Ville de Lévis, quartier Notre-Dame, circonscription foncière de Lévis, avec bâtisses dessus construites, notamment celles sises aux 6 et 8, Saint-Gabriel, Lévis, au prix de 100 000 \$, plus taxes et suivant les conditions contenues à l'acte de vente préparé par Yves Dussault, notaire, sous réserve de la possibilité de limiter dans le temps les effets de la clause 13 en cas de revente par la Ville et de circonscrire davantage ses conditions d'exercice si légalement possible, le cas échéant et d'autoriser la signature de tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-83

Demande au Vérificateur général de faire état de son travail de vérification pour les trois prochaines années
Réf. : FIN-2002-002

Attendu qu’il est nécessaire de connaître le travail de vérification qui sera effectué par le Vérificateur général au cours des trois prochaines années afin d’éclairer les soumissionnaires éventuels dans le cadre de l’appel d’offres pour la fourniture de services d’un vérificateur externe ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de demander au Vérificateur général de faire état au Conseil de la Ville, dans les plus brefs délais, du travail de vérification qu’il compte effectuer au cours des trois prochaines années en fonction des responsabilités qui lui sont dévolues par la loi.

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-05-84

Renouvellement du contrat pour la fourniture du service de maintien de la compatibilité aux logiciels et aux progiciels avec Cognicase Canada inc.

Attendu la recommandation de Christiane Bélanger, chef du Service des technologies de l’information ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de renouveler le contrat de maintien de la compatibilité aux logiciels et aux progiciels intervenu avec la firme Cognicase Canada inc. au montant de 164 160 \$, plus taxes, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002.

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-05-85

Signature de l’entente de développement culturel à intervenir avec la Ministre de la Culture et des Communications Réf. : DVC-ART-2002-002

Attendu que la Ministre de la Culture et des Communications accepte de financer une partie des coûts de réalisation des différents projets relatifs au développement culturel de la Ville ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d’autoriser la signature de l’entente de développement culturel à intervenir avec la Ministre de la Culture et des Communications, telle qu’annexée à la présente résolution.

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-05-86

Signature de la lettre d'entente avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927, poste de conseiller en développement du patrimoine

Attendu que la Ville prévoit embaucher un salarié ayant un statut de professionnel temporaire et un titre générique de conseiller en développement du patrimoine ;

Attendu que cette embauche s'inscrit dans le cadre du programme « Villes et Villages d'art et de Patrimoine » dont l'objectif d'emploi s'adresse particulièrement aux jeunes diplômés qui n'ont pas ou très peu d'expériences de travail ;

Attendu que ce poste temporaire aura une durée maximum de 39 mois et que les conditions de travail seront celles prévues au contrat à être signé ultérieurement entre l'employeur et l'employé ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'autoriser la signature de la lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927, relativement à la création du poste de conseiller en développement du patrimoine à la Direction de l'aménagement et du développement du territoire, telle qu'annexée à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-87

Désignation de membres du Conseil de la Ville à la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière Réf. : RE-MR-2002-001

Attendu que le Ministre des Affaires municipales et de la Métropole a approuvé une modification à l'entente relative à la constitution de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière à l'effet de porter le nombre de représentants de la Ville au sein de cette Régie à 4 membres ;

Attendu que Béatrice Demers, membre du Conseil de la Ville, représente déjà la Ville au sein de la Régie ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de désigner les membres du Conseil de la Ville Béatrice Demers, Pierre Brochu, Philippe Laberge et Marc Picard à titre de représentants de la Ville au sein du conseil d'administration de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière, pour une période de deux ans.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-88

Désignation d'un fonctionnaire à titre de secrétaire du Comité d'embellissement de la Ville

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de désigner Lawrence Sirois, adjoint à la planification de la Direction des réseaux et équipements, à titre de secrétaire du Comité d'embellissement de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-89

Octroi de contrat pour la fourniture de véhicules automobiles pour la Direction du service de police et la Direction du service de la sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Tel que recommandé par le Comité exécutif, d'accorder à Martin Ford inc. le contrat pour la fourniture de 10 véhicules identifiés « ensemble police », modèle Crown Victoria 2003, pour un coût total de 343 878,74 \$, taxes incluses, pour le Service de police ainsi qu'une fourgonnette tourisme, modèle « Windstar » 2003 au montant de 25 184,72 \$, taxes incluses, pour le Service de la sécurité incendie, conformément au devis et à sa soumission.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-90

Opposition à la cession des permis concernant le 14, avenue Larochelle, (secteur Lévis) devant la Régie des alcools, des courses et des jeux

Attendu que la propriété portant le numéro civique 14, avenue Larochelle, Lévis, était jusqu'à tout récemment exploitée comme salle de réception par les Chevaliers de Colomb;

Attendu que ces dernières années, les activités de location de cette salle ont considérablement diminué;

Attendu que, dans les faits, l'utilisation de cette salle consistait en des réunions de famille, réceptions de mariage et réceptions après des funérailles;

Attendu que 9094-2285 Québec inc. demande à la Régie des alcools, des courses et des jeux la cession des permis pour un bar et un bar avec autorisation de danse et spectacles (sans nudité);

Attendu que cette propriété est située dans la zone HC-58-04 au sens du règlement de zonage de l'ex-Ville de Lévis;

Attendu que, dans cette zone, les usages du groupe C-2 autorisant les salles de réception (7232) ou du groupe C-8 autorisant les établissements où l'on sert à boire (boissons alcooliques) et activités diverses, mais à l'exception des établissements à caractère érotique (582) ne sont pas autorisés;

Attendu que l'usage de salles de réception effectué à cet endroit est dérogatoire mais protégé par droits acquis;

Attendu que le propriétaire ne peut transformer cet endroit en bar comme activité principale;

Attendu que cette propriété est située dans une zone résidentielle et qu'elle est entourée de résidences;

Attendu que des résidents du secteur s'opposent à la demande;

Attendu que la cession des permis est susceptible de nuire à la tranquillité publique, notamment en ce que l'exploitation des permis à cet endroit est de nature à troubler la paix du voisinage;

Attendu que le Conseil considère que la cession des permis est contraire à l'intérêt public, est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et est susceptible de nuire à la tranquillité publique;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

Tel que recommandé par le Comité exécutif, de s'opposer à la demande logée par 9094-2285 Québec inc. en vue d'obtenir la cession totale des permis pour un bar et un bar avec autorisation de danse et spectacles (sans nudité) pour la propriété sise au 14, avenue Larochelle, Lévis et ce, pour les motifs mentionnés au préambule de la présente résolution et d'informer la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que la demanderesse du contenu de la présente opposition.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-05-91

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement concernant l'établissement, le maintien et le fonctionnement des bibliothèques publiques

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement concernant l'établissement, le maintien et le fonctionnement des bibliothèques publiques.

Ce règlement a pour objet d'uniformiser et d'établir la tarification des services et les règles de fonctionnement des bibliothèques publiques de la Ville.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-05-92

Adoption et dispense de lecture – Règlement décrétant l'ouverture de la rue des Ursulines – (Logisco inc., secteur Lévis)

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D’accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-47 décrétant l’ouverture de la rue des Ursulines et d’adopter ce règlement.

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-05-93

Adoption et dispense de lecture - Règlement décrétant l’acquisition à des fins industrielles des lots 521-1 et 521-2 du cadastre de la paroisse de Lauzon (Bois Blanchet, secteur Lévis)
Réf. : AGR-ACC-2002-002

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu’ils renoncent à la lecture de ce règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D’accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-48 décrétant l’acquisition à des fins industrielles des lots 521-1 et 521-2 du cadastre de la paroisse de Lauzon et d’adopter ce règlement.

Adoptée à l’unanimité

CV-2002-05-94

Adoption et dispense de lecture – Règlement modifiant le règlement RV-2002-00-14 désignant une voie réservée sur une section du boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald)

Cette affaire n’a pas été prise en considération.

CV-2002-05-95

Période d’intervention des membres du Conseil

Aucun membre du Conseil ne prend la parole.

CV-2002-05-96

Période de questions

Deux personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2002-05-97

Levée de la séance

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

Que la séance soit levée à 20h05.

Adoptée à l’unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière